Communiqué de l'intersyndicale des enseignant·es-chercheur·es d'ALLSH :

Où va l'UFR ALLSH ?

L'intersyndicale a alerté la direction de l'UFR en décembre 2023 sur les conditions catastrophiques d'élaboration de la nouvelle offre de formation et en particulier sur les baisses drastiques des enveloppes de certaines formations, parfois amputées de plus de 30 % par rapport à leur volume actuel. Nous avons interrogé la direction de l'UFR sur les raisons de cette baisse et nous avons demandé à plusieurs reprises les enveloppes 2018-2024 de chaque mention, afin de pouvoir comparer celles-ci avec les enveloppes prévues pour la nouvelle accréditation. Nous n'avons jamais obtenu ces informations. Les réponses qui nous ont été données ont été : « nous verrons », « c'est une enveloppe globale pour l'ensemble de l'offre de formation », « nous attendons que chaque mention ait fait remonter ses besoins ». Après le comité des études du 12 février et le CUFR du 15 février, nous y voyons plus clair : les enveloppes accordées à certaines formations connaissent une diminution drastique par rapport à l'existant, ce qui les met en grande difficulté pour le prochain quadriennal. Les collègues des formations concernées doivent dans l'urgence élaborer une offre de formation réduite et dégradée, avec pour seul horizon la nécessité de respecter cette enveloppe. L'intérêt des étudiant·es et les conditions de travail des collègues qui voient leurs services émiettés – alors qu'ils sont supposés pouvoir faire aussi 50% de leur service en recherche – et leurs disciplines amputées de domaines entiers pourtant nécessaires à la formation des étudiant.es, ne sont pas une préoccupation de la direction de l'UFR.

Lors du dernier conseil d'UFR, certaines maquettes n'ont pas été votées, en signe de protestation contre la méthode opaque proposée et les baisses incompréhensibles des enveloppes allouées aux mentions. Pourtant, la direction de l'UFR semble considérer que ces oppositions n'existent pas et réduit le conseil d'UFR à une chambre d'enregistrement, foulant ainsi aux pieds la démocratie universitaire.

Nous demandons à la direction de l'UFR de défendre la qualité de nos formations et nos conditions de travail en sollicitant une rallonge budgétaire indispensable auprès de la présidence d'AMU. Nous n'acceptons pas que des formations se voient empêchées de fonctionner correctement, ni que les heures manquantes soient prises au LANSAD, au SFAD, à la préparation à l'agrégation ou dans le référentiel, ainsi que l'a annoncé la direction de l'UFR à l'issue du dernier conseil, comme si ces postes budgétaires constituaient des variables d'ajustement pour l'UFR. Nous refusons la suppression des missions d'enseignement des doctorants, tout comme celle des charges de cours, seule perspective à ce jour pour former nos jeunes collègues à l'enseignement supérieur et leur permettre de s'intégrer à l'université en attendant des recrutements déjà bien insuffisants.
L'intersyndicale appelle les enseignant·es-chercheur·es, les personnels administratifs et les étudiant·es à la mobilisation pour défendre des conditions de travail décentes et une formation de qualité de nature à offrir un meilleur avenir aux étudiant.es, aux doctorants et aux jeunes chercheur·es.

Une assemblée générale aura lieu le mardi 27 février en salle E012 de 12h à 14h.

Soyons nombreux pour faire entendre notre voix et pour dire ensemble non à la politique de destruction de notre UFR.